

« LES GUERRES D'AUJOURD'HUI SONT PLUS NOMBREUSES, PLUS MEURTRIÈRES, PLUS PRÉDATRICES ET PLUS BARBARES ! »

MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS

PAYS CITÉS Afrique du Sud, Burkina Faso, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Mali, Mozambique, Nigeria, Ouganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Soudan

IR CORRÉLÉES autochtonie, conflits religieux, conflits tribaux, corruption, démocratie étrangère, État importé, ethnies précoloniales, fécondité-démographie, frontières pénalisantes, jeunes, traite négrière

Les Occidentaux sont en permanence confrontés aux terribles images des guerres civiles qui ravagent l'Afrique. Depuis la guerre américaine au Vietnam, cette révolution de la représentation des conflits armés a beaucoup participé d'une plus grande sensibilisation à la souffrance d'autrui. Si les médias sont en cause, la fin de la guerre froide y a aussi contribué en découvrant toute la brutalité « irrationnelle » des guérillas débarrassées de leurs oripeaux « communistes » ou « capitalistes ». Alors que la chute du Mur de Berlin avait laissé espérer un apaisement des tensions, la persistance de conflits dits périphériques et la dilution des oppositions Est-Ouest ont en fait révélé la profondeur de dynamiques endogènes. L'effondrement de l'URSS a plutôt donné le sentiment que s'ouvrait une période de « chaos »¹. La globalisation des flux marchands et la dérégulation des échanges ont, de surcroît, accentué l'impression d'un effacement et d'une fragmentation de l'État, processus que certains ont qualifié de post-moderniste ou de néo-médiéval².

Témoins de choix, les opérateurs de l'aide internationale, en particulier, ont beaucoup alimenté et orienté les analyses qui dramatisaient et dépolitisaient les conflits armés. À travers le prisme des victimes et des populations en détresse, ils ont en effet insisté sur les fonctions économiques des affrontements : les pillages, l'exploitation d'une main-d'œuvre servile, l'appropriation foncière, les détournements de l'aide, etc. À en croire certains, les conflits africains, notamment, seraient uniquement motivés par des objectifs d'enrichissement personnel ou clanique³. Les économistes ont eux-mêmes alimenté une telle thèse en s'intéressant soudainement aux profits que les belligérants tiraient de la poursuite des hostilités pendant le déroulement des combats, et non plus après une victoire militaire⁴.

Indéniablement, les affrontements de l'Afrique noire à présent n'entretiennent qu'un rapport lointain avec les guerres de l'Europe du XVIII^e siècle, qui voyait se

battre des troupes en uniforme. Mais, à moins de sombrer dans le raccourci historique, les deux registres ont toujours été très dissemblables. Les armées conventionnelles n'ont jamais pu se déployer pleinement dans des sociétés marquées par la difficile gestation d'un État-nation. Dans les pays africains aujourd'hui, le caractère prédateur des guerres civiles ne semble pas discutabile; leur nouveauté, si. Ce qui a changé, ce sont d'abord nos représentations des conflits: une construction idéologique qui repose sur des présupposés non validés scientifiquement. Quatre principaux énoncés selon lesquels les guerres seraient plus nombreuses, plus meurtrières, moins militaires et plus sauvages peuvent résumer ce nouveau discours.

La multiplication des conflits armés: un effet de loupe

Beaucoup parlent d'une multiplication des conflits armés. Pareil effet de loupe provient en réalité d'une meilleure recension des troubles et d'un affinement des grilles d'analyse. Qu'est-ce donc qu'une guerre? Quels critères utilise-t-on pour répertorier des combats qui auraient pris l'ampleur d'une guerre? À leur localisation géographique? À l'intensité de leur violence, mesurée en cadavres? Des instituts spécialisés prennent en compte les conflits de basse intensité à partir de cent morts par an, quitte à inclure des événements autrefois rangés dans la catégorie des émeutes. Les chiffres sont alors livrés en valeur absolue, sans les relativiser au regard de l'augmentation de la population et du nombre d'États reconnus par la communauté internationale.

Le trompe-l'œil est particulièrement significatif sur le sous-continent africain qui, selon les années, enregistre environ un tiers des réfugiés et près de la moitié des conflits dans le monde. Au regard de nos lacunes quant à l'histoire de civilisations orales, une dégradation de la situation s'avère impossible à apprécier dans la longue durée. Pour le compte de la Croix-Rouge, qui avait recensé 198 guerres civiles ou internationales entre 1863 et 1895, le professeur Emile Chaix en faisait déjà la remarque à la fin du XIX^e siècle. *«Ce n'est guère que depuis 1880, écrivait-il, que l'on a rencontré de nombreuses mentions de l'Afrique. Que s'est-il passé jusque-là dans son intérieur? On s'y est évidemment battu, mais incognito⁵.»*

Entre 1967 et 1970, la guerre du Biafra, dans le pays le plus peuplé d'Afrique, a sans doute fait un million de morts. Aujourd'hui, l'Ouganda connaît simultanément trois foyers de rébellion qui durent depuis une quinzaine d'années et ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes. Faut-il noter une recrudescence des conflits armés ou s'attacher à mesurer l'intensité des déflagrations à partir de statistiques de morbidité plus ou moins fiables?

Autre difficulté, violences politiques et criminelles se confondent et ne permettent pas de départager clairement les deux registres⁶. La loi du nombre, tout d'abord, ne suffit pas à distinguer les genres, à moins d'inclure la France dans un index polémologique au vu du nombre de décès sur la route. En 1992, des spécialistes

listaient ainsi le Nigeria et l'Afrique du Sud parmi les pays en guerre, un choix fort discuté⁷. Au Nigeria, géant démographique, le moindre mouvement de foule qui dégénère est susceptible de provoquer une centaine de morts. Pour autant, les affrontements sectaires dans le nord musulman ou les luttes autochtones contre les compagnies pétrolières dans le sud-ouest méritent difficilement le qualificatif de guerre, car ils se déroulent dans un environnement hautement criminel qui fait beaucoup de morts. Au risque de classifications hâtives, certains ont considéré que le général Sani Abacha, qui régna d'une main de fer sur le Nigeria entre 1993 et 1998, était un seigneur de guerre, ce qui ne correspond pas au niveau de dévastation de pays comme la Sierra Leone⁸. Quant à l'Afrique du Sud d'avant 1994, des médias à l'affût de titres racoleurs ont également parlé de « guerres des *hostels*⁹ », des « taxis », etc. L'usage du terme paraît abusif quand on sait que 90 % des homicides résultaient d'actes criminels, bien plus que de troubles politiques.

À l'exception du soulèvement des Boers d'Afrique du Sud en 1899 et de l'invasion italienne de l'Éthiopie en 1936, de grandes études historiques ne recensent tout simplement pas de guerres en Afrique avant la période des indépendances : comme si le continent avait miraculeusement été épargné par la colonisation et la traite des esclaves¹⁰. Dans le même ordre d'idées, des rapports de la Banque mondiale partent d'échantillons tronqués pour constater un allongement de la durée des guerres depuis les années 1980¹¹. À propos d'un pays comme le Soudan, nos « économistes de malheur » retiennent ainsi la date de 1983, qui marque la reprise des hostilités, et « oublient » la première phase de rébellion entre 1955 et 1972. Autre surprise, on apprend que le Nigeria a été en guerre de 1980 à 1984 ! Le découpage des périodes nie la continuité des conflits d'une décennie à l'autre. Au Mozambique, l'accession à l'indépendance, en 1975, permet de séparer de quelques mois le temps de la lutte de libération, depuis 1964, de celui de la guerre civile, jusqu'en 1992. Et de récents conflits courts sont plus ou moins sciemment omis : le Mali et le Burkina Faso en 1985, la Guinée-Bissau en 1998, l'Éthiopie et l'Érythrée en 1999, etc.

À l'échelle planétaire au cours de la décennie passée, les experts des affaires militaires ne relèvent pas, eux, d'augmentation du nombre de guerres, qui demeure sensiblement le même : autour d'une cinquantaine par an¹². Au contraire, certains observent une légère diminution des conflits armés depuis la chute du mur de Berlin¹³. Mais la médiatisation outrancière des violences va de pair avec un autre lieu commun, selon lequel les affrontements d'aujourd'hui seraient plus meurtriers qu'autrefois, ce qui, toutes proportions gardées, n'a pas grand sens au vu de notre ignorance en ce qui concerne l'Afrique précoloniale. Les rares investigations disponibles montrent plutôt que la ponction démographique des crises de l'époque n'avait rien à envier à leurs pendants contemporains. La plus sanglante guerre civile de l'histoire de l'humanité reste, à notre connaissance, la révolte des Taïping, qui, de 1851 à 1864, a fait entre 20 et 30 millions de morts en Chine.

Armes et morts violentes : à la recherche de la corrélation perdue

La prolifération et la sophistication des armes légères constituent un des principaux arguments utilisés pour affirmer que les conflits de l'Afrique contemporaine seraient plus dévastateurs. La prolifération des armes à feu paraît évidente en valeur absolue, beaucoup moins en termes relatifs. On oublie trop souvent que le commerce de la traite, qui consistait surtout à échanger des esclaves contre des fusils, avait déjà déversé une vingtaine de millions d'armes à feu en Afrique de l'Ouest au XVIII^e siècle¹⁴ ! À présent, les experts des Nations Unies estiment qu'entre sept et... quatre-vingts millions d'armes circulent illégalement dans la région. Mais, outre l'imprécision des chiffres, la population a entre-temps connu une croissance démographique à un rythme bien supérieur¹⁵.

Plus fondamentalement, l'augmentation de la puissance de feu des armes de poing ne suffit pas à comprendre la violence guerrière à l'encontre des civils. Le relâchement du contrôle social sur les armes, qui en détermine l'usage, s'avère beaucoup plus dangereux que la sophistication des armements. Que le combattant dispose d'une Uzi à la place d'une Kalachnikov ou d'un revolver à six coups au lieu d'un arc et de flèches ne change pas grand-chose à la brutalité de son comportement ! Après tout, le génocide rwandais s'est fait à la machette et des guérilleros Maï-Maï du Congo luttent contre les armées gouvernementales avec des lances. Les économistes de la Banque mondiale admettent que les dépenses militaires d'un pays n'entrent pas en ligne de compte pour expliquer les débuts d'un conflit¹⁶.

En réalité, il n'existe pas de corrélation automatique entre la multiplication des armes en circulation et le nombre de morts violentes¹⁷. Dans la plupart des cas, la prolifération des armes légères accroît, certes, la probabilité d'une explosion de violence mais cela n'a rien de systématique. Tout dépend en fin de compte du contrôle qui s'exerce sur l'utilisation des armes. Autrement dit, rien ne permet, *a priori*, de tabler sur une relation de cause à effet entre la sophistication des armements et l'intensité meurtrière d'une guerre.

Des guerres moins militaires : un raccourci historique

Dans le registre humanitaire des atrocités, l'inflation des morts va aussi de pair avec la démilitarisation des guerres. De fait, la majorité des victimes de conflits armés sont des civils et non des combattants. Le constat paraît d'autant plus frappant que, pendant la Première Guerre mondiale, neuf morts sur dix avaient été des militaires, un rapport aujourd'hui inversé. Encore faut-il noter que la Grande Guerre, consécration de l'État-nation, avait été une exception car elle avait vu s'opposer des armées en uniforme dans un rayon d'action bien délimité, celui des tranchées. Des 198 conflits recensés auparavant par la Croix-Rouge internationale entre 1863 et 1895, 93 étaient des guerres civiles où les populations non combattantes avaient beaucoup souffert. Quant aux guerres de l'Europe du Moyen Âge,

elles étaient menées par des mercenaires qui assiégeaient et affamaient les villes fortifiées. Sur 12 millions de décès causés par la guerre en Europe au XVII^e siècle, 75 % étaient des pertes civiles¹⁸. À la faveur de l'institutionnalisation des principes de conscription et de mobilisation nationale, il a, en fait, fallu attendre l'ère napoléonienne pour voir se développer des guerres qualifiées de « trinitaires » parce qu'elles distinguaient enfin l'État, les forces armées et la population civile¹⁹.

Dans l'Afrique précoloniale, en revanche, les non-combattants n'étaient pas plus épargnés qu'à présent et on ne peut donc pas parler de régression en la matière. En réalité, les catégories militaires et civiles se confondaient, car l'effort de guerre mobilisait l'ensemble d'un lignage. En l'absence d'État nation, il n'y avait pas d'armée permanente et les combattants étaient recrutés sur le tas, par classes d'âge ou par villages entiers. En pays zande à la lisière du Soudan, du Zaïre et de la Centrafrique, par exemple, les compagnies militaires se composaient de jeunes célibataires, les *aparanga*, et d'hommes mariés, les *abakunda*, qui tenaient lieu de « professionnels » du métier des armes et côtoyaient des « réservistes ». Certes, les sociétés les plus évoluées sur le plan politique avaient fini par instituer des sortes d'offices militaires, à l'instar des *eso* du sud-ouest du Nigeria, où l'introduction du cheval, puis des armes à feu avaient contraint l'Empire d'Oyo à se doter de cavaliers et de tireurs initiés au maniement des fusils. Là, le commandant en chef de l'armée, l'*are-ona-kakanfo*, avait effectivement pu se différencier du simple seigneur de guerre, le *balogun*²⁰. Mais, dans la plupart des cas, seules certaines catégories socioprofessionnelles étaient vraiment spécialisées dans les arts de la guerre, tels les forgerons pour la confection des armes ou les chasseurs pour les patrouilles de reconnaissance en territoire ennemi. De toutes façons, ces « proto-armées » survivaient en se partageant le butin de l'ennemi. Leurs pratiques, maintenant dénoncées sous un nouveau jour malgré leur ancienneté, en disaient long sur le respect des populations dites civiles : *razzia* des esclaves, pillage des greniers, kidnapping des femmes, embrigadement de force des villageois...

La barbarie : une vision occidentale

Exactions et violences d'antan n'étaient pas moindres qu'à présent et, dans tous les cas, « *les données disponibles ne confirment pas l'idée selon laquelle les belligérants d'aujourd'hui cibleraient davantage les populations civiles*²¹. » Mais les conflits africains sont maintenant qualifiés de barbares parce qu'ils sont uniquement analysés à travers leurs atrocités, quitte à laisser entendre que seules les démocraties produiraient désormais des formes « apaisées » d'affrontement politique. Ceci passe évidemment sous silence le fait qu'outre l'Inde et l'Irak, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France ont été les pays les plus fréquemment en guerre entre 1945 et 1992²² ! « *En considérant quatre siècles de conflits intérieurs qui précèdent la France d'aujourd'hui, rappelle Charles Tilly, on est frappé par les moments de violence dont ils sont jalonnés :*

*grandes guerres civiles du XVII^e, journées parisiennes de 1789, soulèvements de 1830, 1848 et 1871, manifestation droitiste étouffée du 6 février 1934.*²³ »



Soucieux de dénoncer l'arbitraire d'analyses basées sur des «aires de pertinence culturelle», Didier Bigo constate ainsi qu'on ne peut «véritablement distinguer des zones réservées aux manifestations et des zones dans lesquelles les émeutes seraient plus fréquentes²⁴... » Aussi faut-il repenser les analyses de la violence des Africains en s'affranchissant des perspectives centrées sur nos sociétés. En effet, le discours sur la barbarie du continent noir ne permet pas de comprendre les guerres qui s'y déroulent à présent.

NOTES

1. Crocker Ch., Hampson, Fen Osler & Aall, P., éd., (1996), *Managing global chaos: sources of and responses to international conflict*, Washington, United States Institute of Peace Press, 642 p
2. Duffield M., (1998), « Post-Modern Conflicts : Warlords, Post-Adjustment States and Private Protection », *Civil Wars*, vol. 1, n° 1, pp 65-102.
3. Pour un représentant de cette école, voir Anderson, Mary B., (1999), *Do no harm : how aid can support peace or war*, Boulder, L. Rienner, 160 p.
4. Pour une comparaison des changements de perspectives en moins d'une décennie, voir Grossman H.I., (1991), « A General Equilibrium Model of Insurrections », *American Economic Review* vol. 81, pp 912-921 ; Collier P., (2000), « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 44, pp. 839-853.
5. Chaix E., (1896), « Le théâtre des guerres contemporaines de la Croix-Rouge », *Bulletin international des sociétés de la Croix-Rouge*, n° 107, p 176
6. Rappelons que l'article 3 des Conventions de Genève de 1949 envisage de façon restrictive les guerres civiles comme des conflits ressemblant à des guerres internationales, mais à l'intérieur d'un État, sans rapport donc avec les désordres dus au banditisme, à des émeutes, à des affrontements individuels, à des insurrections locales ou à des séditions. Dans l'entendement des législateurs de l'époque, la partie rebelle doit notamment présenter les caractéristiques d'un État, commander une armée, exercer *de facto* un pouvoir sur une partie de la population d'un territoire national et disposer d'une autorité civile organisée, prête à reconnaître les lois de la guerre et éventuellement reconnue comme un belligérant par le gouvernement légal en place.
7. Leger Sivard R., éd., (1993), *World Military and Social Expenditures 1993*, Washington, World Priorities, p. 20.
8. Reno W., (1998), *Warlord Politics and African States*, Boulder, Lynne Rienner, pp. 183-216. Pour une critique argumentée, voir *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, pp. 212-213.
9. Il s'agit de foyers de célibataires et de dortoirs d'hébergement des ouvriers noirs dans les townships avec séparation ethnique et police spécifique, les *Induna*
10. Holsti, K. J., (1991), *Peace and war : armed conflicts and international order, 1648-1989*, Cambridge, Cambridge University Press, 379 p
11. Collier P., Hoeffler A., Soderbom M., (2001), *On the Duration of Civil War*, Washington, World Bank, Policy Research Working Paper, n° 2681, 29 p.
12. Mekenkamp M., Van Tongeren P., Van de Veen H., éd., (1998), *Prevention and Management of Violent Conflicts : an international directory*, Utrecht, European Platform for Conflict Prevention and Transformation.

13. SIPRI, (2001), *Yearbook 2001. Armaments, Disarmament and International Security*, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, pp 54-55.
14. Inikori J., (1977), «The Imports of firearms into West Africa, 1750-1807 : a quantitative analysis», *Journal of African History*, vol. 18, n° 3, pp. 339-368 ; Richards W.A., (1980), «The Imports of firearms into West Africa in the eighteenth century», *Journal of African History*, vol. 21, n° 1, pp. 43-59
15. À l'échelle planétaire, les exportations d'armes auraient diminué en valeur depuis la fin de la guerre froide Cf International Institute of Strategic Studies, (2001), *The Military Balance 2001*, Londres, Oxford University Press, p. 298
16. Collier P., Hoeffler A., Soderbom M, (2001), *op. cit.*, p. 14
17. Sinon, la Suisse compterait parmi les pays les plus meurtriers du monde, puisque chaque citoyen helvétique garde des armes de guerre à son domicile, service militaire accompli.
18. Corvisier A., (1995), *La Guerre : essais historiques*, Paris, Presses universitaires de France, p. 281.
19. Van Creveld M., (1998), *La Transformation de la guerre*, Monaco, Éd. du Rocher, 318 p.
20. Falola T., Oguntomisin G.O., (2001), *Yoruba warlords of the nineteenth century*, Trenton (NJ), Africa World Press, 301 p.
21. Frohardt M., Paul D., Minear L., (1999), *Protecting Human Rights: The Challenge to Humanitarian Organizations*, Providence, Thomas J. Watson Jr. Institute for International Studies, Occ. Paper n° 35, p. 17.
22. Gantzel Kl. J., Schwinghammer T, (2000), *Warfare since the Second World War*, New Brunswick, Transaction Publ., p. 95.
23. Tilly Ch., (1986), *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, pp. 527-531.
24. Bigo D., (1992), «Contestation populaire et émeutes urbaines. Les jeux du politique et de la transnationalité», *Cultures et Conflits* n° 5, p.15.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Chalk F., Jonassohn K., (1990), *The History and Sociology of Genocide*, New Haven, Yale University Press, 461 p.
- Marchal R., Messiant Ch., (1997), *Les Chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 259 p.
- Pérouse de Montclos M. A., (2001), *L'Aide humanitaire, aide à la guerre?*, Bruxelles, Complexe, 208 p.
- Reno W., (1998), *Warlord Politics and African States*, Boulder, Lynne Rienner.
- Richard G., Cleyet-Merle J.-J., (1992), *L'Histoire inhumaine : massacres et génocides des origines à nos jours*, Paris, A. Colin, 479 p.
- Van Creveld M., (1998), *La transformation de la guerre*, Monaco, Éd. du Rocher, 318 p.

SITES ÉLECTRONIQUES RECOMMANDÉS

- <http://www.iiss.org/>,
- <http://www.crisisweb.org/home/index.cfm>;
- <http://www.conflicts.org/>;
- <http://www.observatoire-humanitaire.org>.

Pérouse de Montclos Marc-Antoine.

Les guerres d'aujourd'hui sont plus nombreuses, plus meurtrières, plus prédatrices et plus barbares !

In : Courade Georges (dir.). L'Afrique des idées reçues.
Paris : Belin, 2006, p. 151-157.

(Mappemonde). ISBN 2-7011-4321-7